



# PRIX TURGOT 2026

## Grand Prix



Sélection préliminaire – 25 novembre 2025

## PRÉSÉLECTION – GRAND PRIX

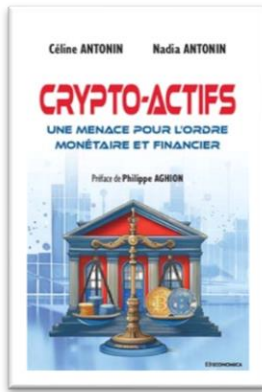
### UN PANORAMA DES OUVRAGES ECONOMIQUES 2026

Le pré-classement pour le Grand Prix Turgot 2026, parmi 150 ouvrages publiés et chroniqués par le Club Turgot en 2025, vise à offrir une vision d'ensemble des problématiques économiques contemporaines. Chaque livre traite d'un sujet dominant dans les débats publics actuel : les monnaies numériques (*Crypto-Actifs*), la gestion des ressources (*En route vers les pénuries ?*), la mutation du travail (*Sortir du travail qui ne paie plus*), la viabilité du modèle social français (*Du berceau au tombeau : une histoire critique de l'Etat-providence*), la reconstruction du modèle économique et social français (*Repartir du réel*), ainsi que la nouvelle économie de l'innovation (*Innovations – Une économie pour les temps à venir*). La lecture de ces ouvrages permet de dégager une perspective globale sur les principales problématiques économiques soulevées en 2025, combinant analyse académique et observations empiriques.

### SÉLECTION PRINCIPALE – GRAND PRIX

N°	Auteur	Titre de l'ouvrage	Éditeur	Thème
1	Antonin Céline, Nadia	Crypto-Actifs	Economica	Economie monétaire
2	de Laroullière Régis	En route vers les pénuries ?	Craps	Economie française
3	Foucher Antoine	Sortir du travail qui ne paie plus	Editions de l'Aube	Economie du travail
4	Torres Félix	Du berceau au tombeau : une histoire critique de l'État-providence	Empreintes, Editions de L'Eclaireur	Economie sociale
5	de Crevoisier Louis, Veillon Paul- Armand	Repartir du réel	L'Observatoire	Economie sociale
6	Foray Dominique	Innovations – Une économie pour les temps à venir	La Découverte	Innovation

## CHRONIQUE OUVRAGE N°1 : “CRYPTO-ACTIFS”



**Auteur :** Antonin Céline, Antonin Nadia

**Editeur :** Economica

**Thème :** Economie monétaire

**Chronique :** Chesneau Dominique

Le monde des paiements a connu au cours des dernières années d'importantes innovations technologiques, dont les derniers-nés sont les cryptoactifs. Du célèbre bitcoin aux stablecoins, ces nouveaux actifs suscitent autant d'enthousiasme que de craintes. Quelles sont leur nature et leur valeur intrinsèque ? L'argent investi en cryptoactifs est-il autant en sécurité que dans une banque ? Les cryptoactifs sont-ils surveillés et régulés ?

Mais l'impact des cryptoactifs ne s'arrête pas là. En effet, ils ont également donné naissance à un nouveau modèle de finance, la finance décentralisée (DeFi). Quelles sont les spécificités de cette finance sans intermédiaire ? Du côté monétaire, face à cette nouvelle « guerre des monnaies » entre devises officielles et monnaies privées numériques, comment réagissent les banques centrales ? Quels outils développent-elles pour défendre leur souveraineté ? A travers une analyse claire et accessible, les auteurs répondent à ces questionnements qui font l'objet de vifs débats, et les démystifient.

Sont abordés des définitions, des acteurs, des services, des avantages d'innovation, des risques micro et macroéconomiques et financiers, des réglementations pour conclure que l'avenir réside dans le développement des monnaies digitales de banque centrale puisque « les cryptoactifs ne doivent pas être la monnaie de demain ».

Cette conclusion est fondée sur deux éléments. Le premier concerne la concurrence entre monnaie publique et monnaie privée qui a eu la faveur de Friedrich von Hayek. Or, un des attributs de la monnaie avancé depuis les années 80, est celui de la confiance qui s'appuie sur un contrat social. Le deuxième point concerne l'idée défendue selon laquelle la politique monétaire serait impuissante. Le succès du « Whatever it takes » de Mario Draghi en juillet 2012, d'une part, la responsabilité, même partielle, des banques centrales dans la maîtrise de l'inflation d'autre part, invalide cette idée : la politique monétaire reste d'actualité pour « rassurer » les

économies, les investissements et les citoyens ! Ceci serait impossible avec un système monétaire anonyme et désincarné.

Ce livre est extrêmement pédagogique, utilisant des mots simples qui ne « noient » pas le lecteur dans la technique ou le juridisme réglementaire. Néanmoins tout ce qu'un citoyen « éclairé » doit savoir pour se retrouver dans cet univers d'innovation s'y trouve, innovation qui touche d'ores et déjà chacun en matière de paiements, de prestations d'assurance ou de dossiers immobiliers.

Ainsi cet ouvrage s'adresse non seulement aux professionnels de la banque, de la finance et de l'assurance, ainsi qu'aux juristes, mais il constitue également une ressource incontournable pour les étudiants des écoles de commerce, d'ingénieurs, des instituts d'études politiques et des universités. Enfin, il est destiné à tous ceux qui souhaitent comprendre l'écosystème des cryptoactifs pour s'en servir sans les subir. Mais dans un cadre de fonctionnement balisé pour ne pas nuire au bien commun. A lire donc !

**Céline Antonin** est économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (centre de recherche de Sciences Po) et chercheur associé au Laboratoire d'économie de l'innovation du Collège de France. Depuis 2014, elle assure les enseignements d'économie numérique et d'économie de l'innovation à Sciences Po Paris. Elle travaille également sur les questions macroéconomiques d'ordre bancaire et monétaire.

**Nadia Antonin** est économiste, cadre honoraire de la Banque de France, membre de l'Académie des Sciences commerciales et de l'Association Nationale des Docteurs ès Sciences Economiques et ès Sciences de Gestion et du Management. Auteure de nombreux articles sur l'avenir des crypto-actifs et de la finance décentralisée, elle est l'une des pionnières sur le sujet.

## CHRONIQUE OUVRAGE N°2 : “En route vers les pénuries”



**Auteur :** de Laroullière Régis

**Editeur :** Craps

**Thème :** Economie française

**Chronique :** Pluchart Jean-Jacques

L’auteur est un « homme pressé » au sens de Paul Morand. Il pratique l’art de la litote et préfère les chiffres aux discours. La clarté de ses idées convainc rapidement le lecteur du caractère inéluctable du déclin de la France, qui recule dans la plupart des classements internationaux (elle passe du 7<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang pour le PIB par tête en seulement vingt ans). Après quelques pages, le lecteur sait qu’il est ou sera victime de multiples pénuries : de médecins dans les hôpitaux et les campagnes, de professeurs dans les écoles, les collèges et les lycées, de policiers et de juges, de commerçants de proximité dans les zones rurales, d’artisans qualifiés, de politiciens soucieux du bien-être des générations futures... Les pénuries frappent déjà certaines des ressources nécessaires dans les chaînes de création de valeur pharmaceutique, numérique, automobile... La menace de pénuries plus ou moins sévères plane sur la plupart des secteurs d’activité en situation de dépendance de l’international. Le processus du déclin, mesuré notamment par le niveau de la dette extérieure, est d’autant plus inquiétant qu’il semble devenir incontrôlable en raison des effets cumulatifs de ses déterminants.

L’auteur s’interroge sur les facteurs qui ont conduit la France à une telle situation de handicap. Il l’attribue au vieillissement de sa population, à son assistanat, à sa bureaucratisation, à sa gouvernance politique de plus en plus chaotique. Il analyse la portée des solutions généralement avancées pour redresser –au moins stabiliser– cette situation difficilement contrôlable. Il montre les limites d’une réduction des dépenses publiques et des aides sociales, d’une surtaxation des riches et/ou des retraités. Il préconise une forme de révolution culturelle, fondée sur des « leviers additionnels d’attraction du travail » de nature à la fois financière, fiscale, sociale et culturelle : meilleure rémunération et dégrèvement des charges sociales sur les heures supplémentaires, simplification des procédures d’accès au travail et de mobilité de l’emploi, priorité donnée à l’efficacité sur l’efficacités, sens redonné au travail (notamment pratique) dans les filières de formation, promotion du bien-être

au travail, placement du travail au centre des projets personnels, édification en modèles des artisans de Notre-Dame et des organisateurs des Jeux olympiques...

L'intérêt de l'ouvrage est donc double : il souligne la gravité de la menace de pénuries pesant sur les Français ; il montre - sinon démontre – qu'il n'y a pas d'autre issue que celle de l'accomplissement de chaque Français par le travail.

**Régis de LAROULLIERE** (*normalien mathématiques, actuaire agrégé et énarque*) a été dirigeant du Crédit foncier et du groupe Médéric. Il est un des fondateurs du CRAPS (*le think tank de la protection sociale*).

### CHRONIQUE OUVRAGE N°3 : “Sortir du travail qui ne paie plus”



**Auteur :** Foucher Antoine

**Editeur :** Editions de l'Aube

**Thème :** Economie du travail

**Chronique :** Pluchart Jean-Jacques

Le lecteur ne trouvera pas dans cet opuscule « les moyens de gagner plus en travaillant moins », mais il saura peut-être comment reconstruire une société fondée sur le travail permettant à la fois de mieux vivre et d'acquérir un patrimoine. L'auteur constate que la productivité du travail a diminué depuis les années 1980, en raison de la désindustrialisation du pays et de l'affaiblissement des compétences en raison d'un déclassement éducatif. Il rappelle que la France a été rétrogradée de la 6<sup>e</sup> à la 13<sup>e</sup> place dans le classement mondial du PIB par tête. Il observe que le pouvoir d'achat des Français ne progresse plus et que les deux tiers de leur patrimoine proviennent d'héritages. Les Français qui ne travaillent pas vivent ainsi mieux que ceux qui travaillent. Le travail ne permet de soutenir le pouvoir d'achat que par des aides sociales sous toutes formes. La progressivité des taxes et des cotisations finançant ces aides, dissuade par ailleurs les salariés d'effectuer des heures supplémentaires et les employeurs de recruter et/ou d'augmenter les salaires de leurs employés. Les travailleurs ne conservent en moyenne que la moitié de leurs gains bruts, tandis que les rentiers en perdent un tiers, les retraités un sixième et les héritiers moins d'un dixième. Il en résulte différentes formes de résistance au travail, qui mobilisent plus de manifestants que les autres conflits sociaux, encouragent les congés maladie, les « démissions silencieuses » et/ou les rejets des « *bullshit jobs* ». Les actifs doivent par ailleurs prendre en charge en 2025 deux fois plus de retraités qu'en 1980. Selon l'auteur, ce phénomène serait dû à une répartition inégale de la valeur créée par le travail, qui favorise le capital à la fois financier et immobilier.

Les Français ne croient plus au « discours collectif » traditionnel leur intimant de se remettre au travail. L'auteur s'efforce donc de proposer un nouveau « contrat social » destiné à combler l'écart entre les niveaux de vie des travailleurs, des rentiers, des retraités et des héritiers. Il propose des mesures visant à revaloriser le travail et le pouvoir d'achat des actifs par de meilleures rétributions, grâce à des formations plus professionnalisantes, une relance de l'innovation (notamment grâce à l'IA), une réindustrialisation du pays associée à une limitation des importations de produits

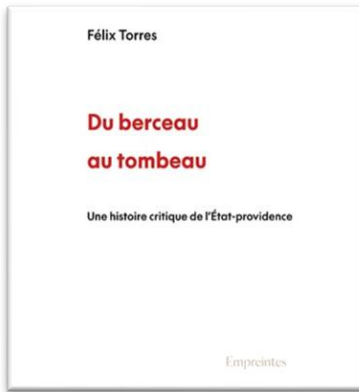
sous dumping, à une flexibilisation de l'emploi et à une plus grande mobilité professionnelle. Il prône une « revanche des salariés sur les clients », en redistribuant les taux de TVA en faveur des produits de première nécessité. Il conseille de construire un « nouvel idéal du travail », basé sur des valeurs de responsabilité, de respect et d'empathie.

L'auteur se livre à un exercice rigoureux et pédagogique d'analyse du mal français qu'est l'attrition professionnelle et formule des propositions cohérentes afin d'y faire face.

***Antoine Foucher*** a été directeur du cabinet d'un ministre du Travail. Il dirige actuellement le cabinet de conseil Quintet.



## CHRONIQUE OUVRAGE N°4 : “Du berceau au tombeau : une histoire critique de l’Etat-providence”



**Auteur :** Torres Félix

**Editeur :** Empreintes, Editions de l'Eclaireur

**Thème :** Economie sociale

**Chronique :** Pluchart Jean-Jacques

L’auteur se livre à une analyse critique du système français de protection sociale, basé sur le modèle de l’Etat-providence hérité des « 3 U » de Beveridge. Il dresse une généalogie des notions - à la fois familières et méconnues - de protection sociale, de sécurité sociale, d’Etat social, d’Etat-Providence, de solidarité nationale, de revenu minimum universel, de « trappe d’inactivité » ... Il analyse les dérives des modes de financement et de fiscalisation du système, qu’il compare aux dispositifs mis en œuvre dans les autres grandes démocraties. Il rappelle les alarmes successives lancées, depuis les années 1970, par des hommes politiques, comme Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas, par des historiens, comme Pierre Rosanvallon, ou par des juristes, comme Pierre Laroque. Il observe les multiples tentatives – parfois utopiques et souvent vaines – destinées à « refonder la solidarité », « repenser les droits », « restaurer les devoirs », « améliorer la redistribution », « recouvrer l’introuvable équilibre budgétaire » ... Il montre toute la complexité des constructions juridiques, des ajustements fiscaux, des montages financiers... pour « combler le trou de la Secu ». Il révèle que ces dérives sont à la fois accélérées et inéluctables, en raison de l’instabilité politique du pays et du « tabou français de la capitalisation ». Il ironise sur le sens typiquement français de la controverse idéologique autour des notions de charges et de cotisations sociales, d’assurances et de prélèvements, de pensions et de retraites... Il salue le zèle des technocrates qui assurent la gouvernance du paritarisme Etats-caisses, en l’absence de réformes structurelles.

L’auteur recommande, à la suite d’Errell Thevenon, d’adopter un modèle « d’Etat-Prévoyance » situé entre le « tout universel et le tout individuel ». L’Etat se recentre sur son « cœur de mission » portant sur un « socle de solidarité ». Les acteurs privés se garantissent par contrat contre les risques de santé et de métier, en fonction de leurs choix de vie personnels. Dans tous les cas, il semble que le rééquilibrage du

système français passe par « plus de travail » et « moins d'aides », ainsi que par une réduction des « vraies inégalités » mais aussi des « avantages indus ».

***Felix Torres*** (ENS, agrégé d'histoire, docteur en anthropologie) est l'auteur de nombreux livres sur les institutions et les entreprises, où il fait preuve d'une vaste culture économique et sociale et d'une rare maîtrise des démarches historique et anthropologique.

## CHRONIQUE OUVRAGE N°5 : “Repartir du réel”



**Auteur :** de Crevoisier Louis, Veillon Paul-Armand

**Editeur :** L'Observatoire

**Thème :** Economie Sociale

**Chronique :** Friot Sophie

« Repartir du réel », une certaine touche d'arrogance dans le titre comme s'il fallait juste recommencer et écouter ce que dit la « France d'en bas » pour mettre de l'équité et de la justice dans les politiques publiques et les réformes. Les auteurs font état d'une certaine autocritique de leurs pairs et de ce qui leur a manqué jusqu'à aujourd'hui : comprendre le vécu des travailleurs, loin des métropoles, des transports en commun et des grandes écoles. Ils se sont inspirés de leurs expériences, des cahiers de doléances et des comptes-rendus du grand débat national établis en 2019, quelques mois après le début de la crise des gilets jaunes.

En décembre 2024, le Président Emmanuel Macron appelait, « pour gouverner », « à partir du réel et non pas des fantasmes ni des contre-vérités ». Les paroles sont claires mais les classes moyennes s'impatientent.

Ces classes moyennes, ni démunies ni riches, cherchant à tout prix à avoir un travail qui paie, un niveau de vie convenable et à espérer leur ascension sociale et celle de leurs enfants. Point de départ de la crise des gilets jaunes et des mobilisations sur les ronds-points. Les salariés doivent pouvoir envisager une progression de leurs salaires tout au long de leur carrière et le système social doit être plus incitatif au travail : l'écart entre l'inactivité et un emploi au SMIC étant jugé trop faible. Les auteurs proposent la création d'un « dividende salarié » afin d'augmenter le partage de la valeur.

Dans une France endettée, le financement du modèle social reste un point d'achoppement entre politiques et économistes. Les solutions existent pour soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs mais demandent du courage dans la mise en œuvre : baisser les dépenses publiques, augmenter les cotisations sociales et/ou le temps de travail ou encore modifier le fonctionnement du système de retraite.

Des impôts pour qui et pourquoi ? Les classes moyennes ne sont pas contre l'impôt mais en veulent pour leur argent et ne sont pas satisfaites du niveau des services publics. Face à ce constat, les auteurs proposent de rattacher directement la Cour des comptes au Parlement afin d'avoir une meilleure évaluation des dépenses publiques. Concernant la fiscalité, celle-ci doit être plus vertueuse afin de récompenser les comportements contributeurs aux intérêts collectifs.

Le pouvoir d'achat, autre thématique longuement abordée par les politiques en quête d'électeurs. Dans une France de services et désindustrialisée, la productivité est au ralenti depuis plusieurs décennies et ne permet plus de garantir une croissance dynamique. Contraintes par leurs revenus, les classes moyennes lorgnent sur leurs dépenses. Parmi les pistes évoquées de levier de croissance, les auteurs évoquent les complémentaires santé et les autoroutes.

À cela vient s'ajouter la crise écologique et l'adaptation à la transition énergétique. Encore une fois, les classes moyennes se retrouvent en difficulté pour se loger dans un habitat décent, isolé et sont souvent « étranglées » face à la hausse des coûts de l'énergie.

Dans la dernière partie, les auteurs mettent en avant les opportunités pour les classes moyennes. Sur le plan scolaire, les auteurs souhaitent renforcer le niveau en mathématiques et encouragent les étudiants à se diriger vers les filières scientifiques ; sans oublier la revalorisation des professeurs.

À l'aube des futures périodes électorales et d'élaboration du budget, les auteurs établissent ainsi de nombreuses propositions concrètes qui doivent être au cœur des débats.

Un livre, pédagogique et éclairant, à lire absolument.

**Louis de Crevoisier** est haut fonctionnaire, Inspecteur des Finances. Il était auparavant directeur adjoint du cabinet du Ministre chargé des transports.

**Paul-Armand Veillon** est haut fonctionnaire, directeur adjoint de cabinet de la Ministre chargée des Comptes publics.

## CHRONIQUE OUVRAGE N°6 : “ Innovations – Une économie pour les temps à venir “



**Auteur :** Foray Dominique

**Editeur :** La Découverte

**Thème :** Innovation

**Chronique :** Brunet Alain

« Vallée de la mort » ! C’est la première notion qui nous apparaît dans une figure trouvée au hasard intitulée : Le cycle de vie d’une start-up. C’est d’autant plus frappant que ladite « vallée » n’en finit pas de s’étendre sur une durée que l’on imagine propice à tous les dangers. Voilà peut-être une explication au fait qu’alors qu’ils ont de l’expérience, un réseau et du capital, les cadres des grands groupes investissent peu dans les start-ups comme le montre récemment une étude de Forvis Mazars. Ce sont deux mondes différents (le mot « risque » de capital-risque n’y est certainement pas étranger).

Au-delà de cette prise de connaissance anecdotique, nous avons entre les mains un ouvrage qui ne renie pas Schumpeter et sa destruction créatrice mais introduit un certain nombre de concepts qui sont parfois bien établis (comme les externalités positives en tout genre ou spillovers) mais aussi moins connus (comme celui d’innovatisation) pour expliquer en quoi les grands programmes comme Apollo peuvent être de grands succès technologiques, mais sans innovation marquée. La différence avec SpaceX tient au fait que ce dernier est centré sur une innovation portée par un changement de valeur, un abaissement des coûts, où les opportunités commerciales explosent.

Les trois parties qui composent le livre traitent tour à tour de la microéconomie de l’innovation, de l’analyse macroéconomique et historique jusqu’aux confins du XX<sup>e</sup> siècle. La dernière partie, très ambitieuse (si l’on se réfère à l’usage traditionnel de l’idée d’innovation), n’a pour autre vocation que de définir une économie capable de « contribuer aux solutions des grands problèmes sociétaux ». Au passage, Dominique Foray, membre du Conseil suisse de la science, ne manque pas de souligner comment l’Europe aurait - selon lui - déjà perdu l’accès à l’espace, malgré un agenda bruxellois teinté de souveraineté technologique et d’autonomie stratégique, de même que sa « dissection » du curieux animal qu’est le CNRS est particulièrement cruelle lorsque l’on compare cette noble institution au système suisse.

**Dominique Foray** est professeur émérite à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et membre du Conseil suisse de la science. Ses travaux portent sur l'économie de la connaissance et l'économie et les politiques de l'innovation. Ses travaux sur la spécialisation intelligente ont fortement influencé les politiques régionales de l'Union européenne.

# Pour le Comité de présélection

## Dossier de Présélection Grand Prix



Florence Anglès

Jean-Jacques Pluchart